

# GUIDE DES CARRIÈRES 2019-2020



## LIVRE 1 PERSPECTIVES DE CARRIÈRES

FACULTÉ DE DROIT  
SECTION DE DROIT CIVIL



uOttawa



[droitcivil.uottawa.ca](http://droitcivil.uottawa.ca) | [aedco.ca](http://aedco.ca)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>MOT DE LA DOYENNE</b> .....	<b>5</b>
<b>MOT DE LA DOYENNE ADJOINT</b> .....	<b>6</b>
<b>LA PROFESSION D'AVOCAT</b> .....	<b>7</b>
<b>La pratique privée</b> .....	<b>8</b>
<b>Les avocats au sein des contentieux d'entreprises</b> .....	<b>8</b>
Que signifie le terme « contentieux »? .....	8
Les rôles d'un avocat en entreprise .....	9
Le quotidien dans un contentieux .....	9
Comment devenir un avocat au sein d'un contentieux?.....	9
Vous désirez en savoir plus sur le travail en contentieux d'entreprise? 10	
<b>La médiation – Contribuer à l'accessibilité à la justice</b> .....	<b>10</b>
<b>Les carrières d'intérêt public</b> .....	<b>10</b>
La fonction publique.....	10
Comment accéder à un poste au sein de la fonction publique?.....	11
<b>Une carrière en politique</b> .....	<b>13</b>
<b>Une carrière à la magistrature</b> .....	<b>16</b>
Quelles personnes sont aptes à exercer la fonction de juge?.....	16
Procédure de sélection des juges .....	16
Les organisations non gouvernementales .....	16
<b>Le droit international</b> .....	<b>17</b>
Les tribunaux internationaux :.....	17
Les tribunaux arbitraux : .....	18
Les organisations internationales : .....	18
<b>LE NOTARIAT</b> .....	<b>20</b>
<b>Un petit peu d'histoire</b> .....	<b>20</b>
Champs de pratique : .....	20
Comment savoir si vous êtes fait pour le notariat? .....	20
Vous désirez en savoir plus sur la profession de notaire? .....	20
<b>LES CARRIÈRES CONNEXES AU DROIT</b> .....	<b>23</b>
<b>Le professorat</b> .....	<b>23</b>
L'enseignement du droit au niveau collégial .....	24
Les bibliothèques de droit .....	24
Les carrières en droit dans les ordres professionnels	
– contribuer à la réglementation des professions .....	24
Nouvelles opportunités d'emploi.....	26
<b>LES CARRIÈRES LIÉES À UNE FORMATION EN DROIT</b> .....	<b>27</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>28</b>



## Guide des carrières 2019-2020

Le Guide des carrières est une publication de l'Association des étudiantes et étudiants en droit civil de l'Outaouais (AEEDCO) et du Centre de développement professionnel (CDP) de la Faculté de droit, Section de droit civil de l'Université d'Ottawa.

### **Association des étudiantes et étudiants en droit civil de l'Outaouais**

Université d'Ottawa, Faculté de droit, Section de droit civil  
600, avenue King-Edward, pièces 116 et 120, Ottawa  
(Ontario) K1N 6N5  
[aeedco@uottawa.ca](mailto:aeedco@uottawa.ca) | [aeedco.ca](http://aeedco.ca)

### **Centre de développement professionnel**

Université d'Ottawa, Faculté de droit, Section de droit civil  
57, rue Louis-Pasteur (pavillon Fauteux), pièces 217 et 218  
Ottawa (Ontario) K1N 6N5  
613 562-5800, postes 3015 et 3251  
[cdp@uottawa.ca](mailto:cdp@uottawa.ca) | [droitcivil.uottawa.ca/cdp](http://droitcivil.uottawa.ca/cdp)

### **Responsables de cette édition :**

Renata Uresti Gonzalez,  
gestionnaire, Centre de développement professionnel  
Molie DeBlois Drouin,  
assistante, Centre de développement professionnel,  
présidente, AEEDCO  
Mélanie Vermette,  
vice-présidente aux Affaires académiques, AEEDCO

### **Nous souhaitons remercier les étudiants suivants – anciens et actuels – de leur contribution depuis la première édition du guide en 2005 :**

Molie DeBlois Drouin, Laurence Boucher, Claudia Duong, Chloé Boisvenue, Ana-Maria Nicolau, Jennifer Lévesque Girard, Danny Parisé, Kim Shunghyo, Émile Janda, Stéphanie Desjardins, Alina Sklar, Jean-François Landry, Stéphanie Chalout, Lambert V. Lorrain, Diane Lafleur, Sophie Ouellette, Marie-Pier Parent, Jean-François Cham, Claudia-Éveline Sandescu, Gabriel Bibeau-Picard, Kim Jessome, Émilie de Bellefeuille, Jason Lewis, Fritz-Gérald Morisseau, Marie-Ève Desjardins et Thierry Gendron-Dugré.

Nous remercions également les anciens directeurs du Centre de développement professionnel qui ont supervisé le travail des étudiants : M<sup>e</sup> Caroline Beaudry, M<sup>e</sup> Sochetra Nget, M<sup>e</sup> Moira Létourneau et M. Sylvain Briand.

Finalement, un sincère remerciement à Bianca Rahhal, Marianne Paquet, Pierre Thibault, Line Bissonnette et Chelsea Paradis pour la correction des épreuves de l'année en cours et des années précédentes.

### **Conception et production graphique :**

Martine Mongrain, directrice artistique, cgm<sup>2</sup>  
819 712-1515 | [mmongrain@cgm2.ca](mailto:mmongrain@cgm2.ca) | [www.cgm2.ca](http://www.cgm2.ca)

## INTRODUCTION

Comme vous vous en apercevrez, il existe plusieurs débouchés qui sont tout aussi stimulants les uns que les autres. Les juristes ont une chance incroyable de pouvoir exercer dans une multitude de domaines différents et de toucher à plusieurs secteurs. L'important est de rester conscient de toutes ces possibilités, tout en gardant un esprit positif, et de prendre des décisions en fonction de ce qui vous passionne le plus.

C'est pourquoi nous vous présentons les perspectives de carrières en premier. Après avoir réfléchi sur quel genre de carrière vous voulez, vous pourrez plus facilement décider de vos implications à l'université, établir vos objectifs et foncer.

Ne manquez pas nos journées carrières regroupant plusieurs employeurs diversifiés. Vous aurez l'occasion de leur parler, de poser vos questions et d'en apprendre plus sur le cheminement nécessaire. Restez à l'affût!



### Marie-Ève Sylvestre

#### Doyenne et professeure titulaire

Chers étudiants et étudiantes,

Grâce à ce formidable outil qu'est le Guide des carrières, vous vous apprêtez à explorer l'univers des possibilités qui s'offrent aux diplômé(e)s de la Section de droit civil. Vous découvrirez rapidement que celles-ci sont extrêmement diversifiées et que l'avenir vous réserve de nombreuses surprises.

Au cours des dernières décennies, la profession juridique s'est transformée radicalement, dépassant largement les frontières des pratiques traditionnelles du droit. Vous constaterez que les citoyens et les institutions d'horizons variés ont d'immenses besoins en matière d'accessibilité à la justice qui interpellent directement les juristes. Ces justiciables exigeront que vous pensiez le droit de façon décloisonnée, en faisant appel à différentes formes de savoir et en vous investissant directement dans la résolution de problèmes sociaux qui touchent les communautés locales, nationale et internationale.

Pour y parvenir, vous pourriez donc non seulement envisager une brillante carrière en cabinet ou en entreprise à titre d'avocat ou de notaire, mais également à l'instar de plusieurs de nos diplômés, œuvrer dans le secteur public ou au sein d'un organisme communautaire ou d'une organisation internationale en vous impliquant dans la défense des droits des populations marginalisées. Vous serez peut-être aussi tentés de faire un stage auprès d'un(e) juge et de poursuivre des études supérieures en droit ou dans un autre domaine. L'avenir vous appartient! Je vous invite à garder l'esprit ouvert et à ne pas hésiter à sortir des sentiers battus. N'hésitez pas non plus à demander conseil auprès de nos professeur(e)s ou de nos diplômés qui font rayonner la Section de droit civil partout dans le monde.

En terminant, je remercie l'ADEECO, le Centre de développement professionnel de la Section de droit civil ainsi que toutes les personnes qui ont contribué à la production de cet impressionnant Guide des carrières. C'est un outil précieux qui saura, je l'espère, vous éclairer, mais aussi vous inspirer!

Je vous souhaite une excellente consultation et surtout le courage d'aller à la poursuite de vos rêves!



Crédit photo : Mélanie Provencher, photographe

### Pierre Thibault Doyen adjoint

Le Guide des carrières que vous consultez constitue l'une des illustrations de la diversité des carrières juridiques. Vous avez l'embarras du choix parmi les nombreuses possibilités d'emploi qui s'offrent à vous puisque, comme vous le savez, le droit mène à tout.

Même si les champs de pratique traditionnels occupent encore une bonne place (droit civil général, droit de la famille, droit du travail, droit des affaires et droit pénal), de nouvelles tendances se dessinent. Le Barreau du Québec a noté l'émergence des domaines du droit fiscal, du droit municipal et du droit de l'immigration, pour ne mentionner qu'eux.

Cela démontre déjà que la profession juridique se diversifie et cette tendance est appelée à s'accroître. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance : la concurrence, la créativité, le désir de changer le monde, ici ou ailleurs, les intérêts différents de génération en génération, l'attrait du droit international, le phénomène de la mondialisation, la gestion des outils informatiques.

En parcourant ce guide, vous aurez d'autres idées : une spécialisation dans le domaine de votre choix, le notariat, les organisations non gouvernementales, le journalisme, etc.

D'ailleurs, une tendance lourde se dessine depuis quelques années : les avocats plaident de moins en moins. En effet, environ 80 % des avocats agissent comme conseillers, médiateurs et conciliateurs et tentent ainsi d'éviter à leurs clients de longs procès ou des procédures fastidieuses et complexes. Pour ce faire, ils mettent à profit une panoplie de compétences : ils possèdent une bonne connaissance du droit en vigueur, ils font preuve d'imagination, agissent de façon stratégique, sont polyvalents, bien organisés. Une valeur cardinale prime : l'intégrité.

L'article 4 du Code de déontologie énonce d'ailleurs à cet égard ce qui suit :

4. L'avocat agit avec honneur, dignité, intégrité, respect, modération et courtoisie.

Vous devez dès maintenant respecter ces principes déontologiques. Votre réputation n'a pas de prix; c'est votre passeport pour le succès.

Cependant, n'oubliez jamais que pour réussir, il faut aussi savoir se distinguer. Plusieurs voies sont possibles dès les études en droit : associations étudiantes, journal étudiant, assistantat de recherche, échanges internationaux, enseignement clinique, programme d'enseignement coopératif, Clinique de droit notarial, Centre de justice de proximité, concours de rédaction juridique et de tribunaux-école interfacultaires, bénévolat (pro bono).



Crédit photo : Mélanie Provencher, photographe

Quelle conclusion en tirer?

La voici : l'avenir des futurs juristes passe par la diversité des formes d'exercice de la profession juridique. Vous aurez l'embarras du choix. C'est à vous de vous démarquer de la concurrence, et nous vous aiderons à le faire.

Pierre Thibault

Doyen adjoint et avocat

## LA PROFESSION D'AVOCAT

Si la profession d'avocat est votre objectif professionnel ultime, vous êtes sur la bonne voie. Pour accéder à la profession au Québec, les candidats doivent d'abord obtenir une licence ou un baccalauréat en droit (trois ans d'études) décerné par l'une des universités suivantes :

- » l'Université d'Ottawa;
- » l'Université de Montréal;
- » l'Université de Sherbrooke;
- » l'Université du Québec à Montréal;
- » l'Université Laval;
- » l'Université McGill.

Dans cette section, nous vous parlerons des différentes spécialisations et employeurs que les avocats peuvent avoir. Pour en savoir plus sur comment devenir avocat et la formation du Barreau, allez dans le livre 3 : Études supérieures et ordres professionnels.

**La profession en chiffres :** Selon le rapport annuel 2017-2018 du Barreau du Québec, le nombre total de membres au 31 mars 2018 est de 26,799: 14 221 AVOCATES, 12 578 AVOCATS. L'âge moyen des membres est de 45 ans. Les avocats comptant dix ans et moins de pratique représentaient alors 34 % de la profession.

**Informations générales sur la profession :** La brochure intitulée « La profession d'avocat », se trouvant à l'adresse <https://www.barreau.qc.ca/media/1184/brochure-profession-avocat.pdf>, est un bon point de départ pour trouver des informations sur les types de pratique et les champs d'application du droit. Aussi, si vous voulez vous prendre de l'avance en tant que futur avocat, nous vous suggérons de lire le « Guide du nouvel avocat » se trouvant sur le site du Barreau : [https://www.barreau.qc.ca/media/1356/guide-](https://www.barreau.qc.ca/media/1356/guide-du-nouvel-avocat.pdf)

[du-nouvel-avocat.pdf](https://www.barreau.qc.ca/media/1356/guide-du-nouvel-avocat.pdf). Ce guide vous aidera à comprendre les différents défis pratiques et déontologiques de la profession.

**Statistiques du Barreau du Québec :** Le Barreau du Québec mesure l'évolution de la profession à l'aide de sondages, études et statistiques lui permettant d'obtenir une image fidèle de la profession. En plus de leur rapport annuel, ils publient à chaque 5 ans un document rassemblant ces données. Le plus récent est le *Barreau-mètre 2015 – La profession en chiffres*. Pour connaître les résultats de cette étude et ces éditions spéciales « Sous la loupe », veuillez consulter le site du Barreau : <https://www.barreau.qc.ca/fr/le-barreau/statistiques-rapports-annuels/>

**Situation de l'emploi chez les jeunes avocats du Québec :** Depuis quelques années, les membres de la direction générale et du conseil d'administration du Jeune Barreau de Montréal (AJBM) – qui regroupe l'ensemble de plus de 4 600 membres de dix ans ou moins de pratique de Montréal – ont constaté les doléances de membres quant à une situation de l'emploi détérioré. En 2015, l'AJBM a pris la décision d'étudier la question sérieusement afin de vérifier les impressions sur le terrain et d'offrir une aide adéquate. Vous pouvez lire le rapport final publié en 2016 par l'AJBM à l'adresse suivante: <http://ajbm.qc.ca/rapport-sur-la-situation-de-l-emploi-chez-les-jeunes-avocats-du-quebec/>. Entre autres, ils proposent 7 façons concrètes d'améliorer les choses à court terme. #Lisezlerapport #Auboulot

**Avenir de la profession :** L'avenir de la carrière en droit se dessine comme étant l'une des plus dynamiques et

diversifiées. Même en étant de moins en moins accessible, le traditionnel cabinet sera toujours présent. Toutefois, dans les années qui suivent, vous pourrez plus facilement suivre des chemins adaptés à vos intérêts et priorités. Devenir *juriste volant* est, par ailleurs, une possibilité de carrière de plus en plus prisée. Il s'agit d'avocats travaillant de façon indépendante ou sous contrat. Cette opportunité présente l'avantage d'avoir un horaire flexible adapté à la fois au client et à l'avocat. Ce dernier sera d'ailleurs souvent amené à travailler de la maison ou au bureau du client. Bien sûr, le salaire et les avantages sociaux sont beaucoup moindres, mais l'horaire personnalisé qui permet un équilibre entre la vie personnelle et le travail, la possibilité de pratiquer sa spécialité et l'absence du souci d'atteindre la cible des heures facturables, sont tous des avantages faisant en sorte qu'il s'agit d'un travail intéressant pouvant combler bon nombre de besoins.

Pour plus d'informations sur ces possibilités, n'hésitez pas à consulter le rapport « Pratiquer le droit autrement : l'avenir des jeunes juristes » publié par l'Association du Barreau canadien sur [www.cba.org/CBA-Legal-Futures-Initiative/Reports/Do-Law-Differently-Futures-For-Young-Lawyers?lang=fr-CA](http://www.cba.org/CBA-Legal-Futures-Initiative/Reports/Do-Law-Differently-Futures-For-Young-Lawyers?lang=fr-CA).

Nous vous invitons également à consulter le document « L'avenir du droit » récemment rédigé par Lexis Nexis, disponible gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.lexisnexis.ca/ln-leadership-series-l-avenir-du-droit/>

# LA PROFESSION D'AVOCAT

## LA PRATIQUE PRIVÉE

Les avocats en pratique privée peuvent avoir des compétences larges et toucher à plusieurs domaines, ou se spécialiser dans un domaine d'expertise très précis. Ils peuvent travailler de chez soi, à leur propre compte, ou travailler pour des grands cabinets avec plus de 200 autres avocats. Vous voyez, la pratique est large. Elle peut toucher à tous les domaines et offrir des environnements de travail très différents, mais tous ont la même mission : protéger les intérêts de leur client.

### Voici quelques domaines que peuvent toucher les avocats en pratique privée :

Affaires gouvernementales et publiques  
Droit administratif  
Droit autochtone  
Droit de l'environnement  
Droit de l'immigration  
Droit de la construction  
Droit de la personne et de la famille  
Droit de la propriété intellectuelle  
Droit de la santé, éducation  
Droit des affaires  
Droit des assurances  
Droit des institutions financières et des services financiers  
Droit des transports  
Droit du travail et de l'emploi  
Droit du cannabis  
Droit du sports et du divertissements  
Droit immobilier  
Droit minier, énergie et ressources naturelles  
Droit municipal  
Droit pénal  
Faillite, insolvabilité et restructuration  
Gouvernance d'entreprise  
Litige et règlement de différends  
Et plusieurs autres.

Les cabinets en pratique privé sont très

nombreux, il en existe des centaines partout au Québec. Peu importe leur taille, tous les cabinets offrent une expérience inouïe en droit civil où vous pourriez apprendre et vous épanouir. N'hésitez pas à contacter les cabinets près de chez vous pour en apprendre plus sur les opportunités d'emploi, à temps plein ou partiel, ou de stage.

## LES AVOCATS AU SEIN DES CONTENTIEUX D'ENTREPRISES

### Que signifie le terme « contentieux »?

Les contentieux sont des alternatives intéressantes à la pratique traditionnelle du droit puisqu'ils permettent d'appliquer vos connaissances au profit de multinationales, d'entreprises étatiques ou de moyennes à grandes entreprises. Ce domaine est parfait pour les esprits stratégiques et entrepreneuriaux puisque vous serez appelé à être un **conseiller juridique** pour ces entreprises.

Le terme contentieux est tiré du langage administratif, caractérisant une procédure destinée à régler un litige entre un usager d'un service public et l'État lui-même. En droit civil le terme contentieux désigne toute procédure nécessitant l'intervention du système de justice pour juger du litige opposant une partie à une ou plusieurs autres. Certaines entreprises ont un service spécialisé dans ce domaine pour faire face aux problèmes internes et externes auxquels la compagnie est confrontée. Le service de contentieux de l'entreprise va s'occuper des contrats, s'assurer du paiement des débiteurs et diriger toute action dans laquelle l'entreprise pourrait être partie. En contentieux, vous n'avez donc qu'un seul client, l'entreprise.

### Quelques exemples d'entreprises ayant un département des affaires juridiques sont :

- ☞ Air Canada
- ☞ Aldo
- ☞ APCHQ (Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec)
- ☞ Banque de Montréal
- ☞ Banque Laurentienne
- ☞ Bell Canada
- ☞ Bombardier
- ☞ Caisse de dépôt et placement
- ☞ Coca-cola
- ☞ Costco
- ☞ Desjardins
- ☞ DuProprio
- ☞ Épicerie Métro
- ☞ Evenko
- ☞ Garda World
- ☞ Groupe Jean Coutu
- ☞ Héma-Québec
- ☞ Hydro-Québec
- ☞ Intact assurances
- ☞ La Banque Royale du Canada
- ☞ La Capitale Groupe financière
- ☞ Laboratoires nucléaires canadiens
- ☞ Le Cirque du Soleil
- ☞ Lexar Consultants
- ☞ Loto Québec
- ☞ Molson Canada
- ☞ Pomerleau
- ☞ Pratt & Whitney Canada
- ☞ Promutuel assurances
- ☞ Québécor
- ☞ Rogers
- ☞ SAQ
- ☞ SOQUIJ
- ☞ Sun Life Financière
- ☞ TC transcontinental
- ☞ Telus
- ☞ Union des artistes
- ☞ Uniprix
- ☞ Vidéotron

# LA PROFESSION D'AVOCAT

## Les rôles d'un avocat en entreprise

Selon le Barreau du Québec, en entreprise, le rôle de l'avocat peut comporter différents volets : conseiller, représenter, rédiger, négocier, etc. Voici quelques-uns des rôles de l'avocat en entreprise et des exemples de responsabilités qui peuvent lui incomber :

- » Dans son rôle de **conseiller**, l'avocat doit donner l'état du droit, et ses conseils juridiques doivent demeurer des conseils. Il peut aussi aider les décideurs à évaluer, à prévenir et à gérer les risques quant aux résultats d'un dossier, en matière d'atteinte à la réputation ou quant aux retombées médiatiques possibles d'un dossier.
- » Dans son rôle de **responsable ou de gestionnaire des dossiers juridiques**, l'avocat peut être responsable de l'ensemble de l'équipe juridique. Il peut avoir à identifier le membre de son équipe possédant les compétences pour accomplir un mandat, ou encore confier ce dernier à un avocat en pratique privée. Lorsqu'il a recours aux services d'un collègue en pratique privée, l'avocat en entreprise agit à titre de représentant de l'entreprise ou de conseiller juridique.
- » Dans son rôle de **formateur**, l'avocat peut intervenir afin de s'assurer que l'ensemble du personnel connaît les règles qui s'appliquent au travail respectif de chacun et qu'aucun des employés ne pose des gestes contraires à la loi. À cet égard, il pourra rédiger des documents délimitant les compétences requises pour assurer telle ou telle tâche, ou encore portant sur des procédures à suivre dans le travail à effectuer ou dans des situations particulières. Il pourra s'agir également d'assurer la formation du personnel sur certains

ou sur tous les aspects juridiques, une manière de travailler ou une procédure à suivre.

- » Dans son rôle de **rédacteur/négociateur**, l'avocat peut être appelé à rédiger et à négocier, par exemple, un contrat, une convention collective, etc. Il peut, en outre, avoir à représenter l'entreprise devant les instances judiciaires, quasi judiciaires et administratives, ce qui implique la plaidoirie et la négociation de règlements hors cour. Il doit aussi faire tout ce qui est nécessaire pour assurer la protection de l'entreprise et la légalité de l'opération envisagée, sans qu'il soit nécessaire d'avoir un mandat spécifique à cet égard.
- » Enfin, dans son rôle de **représentant**, l'avocat en entreprise ne se distingue pas de ses confrères en pratique privée. Devant les tribunaux, il doit notamment maintenir en tout temps son indépendance, éviter d'agir dans les dossiers où il est susceptible d'être appelé comme témoin, etc. Il s'agit là d'obligations déontologiques qui s'imposent à lui comme à tout autre avocat (art. 13 Code de déontologie des avocats).

## Le quotidien dans un contentieux

Dans un contentieux, il est important de ne jamais oublier quels sont les objectifs de votre entreprise. Vous travaillerez au niveau juridique, certes, mais vous devez penser Affaires. Vous pourrez travailler à l'étiquetage de votre produit afin d'être conforme aux lois étrangères, sur les ententes avec certains partenaires, les ententes de confidentialité, la propriété intellectuelle, la location de services et de l'équipement ou même rédiger des contrats en technologie de l'information. Vous serez très proche des gens d'affaires et tout ce que

vous ferez aura un grand impact sur le futur de votre entreprise, il est donc important de bien se renseigner et d'être à l'écoute des valeurs et de la mission de votre employeur.

## Comment devenir un avocat au sein d'un contentieux?

Les avocats d'un contentieux seront souvent amenés à travailler en collaboration avec les avocats en pratique privée, et c'est pourquoi on préfère souvent des avocats possédant de l'expérience. Il est difficile de débiter une carrière à titre d'étudiant stagiaire dans ces départements juridiques. Assurez-vous donc de vérifier régulièrement la section carrière de la compagnie qui vous intéresse davantage. Si vous souhaitez pratiquer le droit en entreprise, plusieurs avocats en contentieux suggèrent de participer au processus de la Course aux stages afin d'acquérir de l'expérience en grand cabinet. Ensuite, vous pouvez postuler aux postes affichés sur le site Web de diverses entreprises. Le processus pour accéder à la profession d'avocat au sein d'un contentieux n'est certainement pas un processus simple à suivre, mais tout est possible si vous persévérez afin de réaliser vos buts. Parfois, il est aussi possible de travailler dans le contentieux d'un de vos anciens clients lorsque vous travailliez dans un cabinet.

N'hésitez pas à communiquer avec le service des ressources humaines des entreprises qui vous intéresse. Ils sauront vous informer au sujet des divers secteurs et postes disponibles au sein de leur compagnie. Prenez en compte que le processus de recrutement d'une entreprise corporative peut être différent de celui d'un cabinet d'avocats. Par conséquent, la préparation de vos documents, tels que le CV et la lettre

de motivation, suivra plutôt un modèle hybride (règles particulières pour le droit et règles générales, telles que la mention de vos compétences sur le CV). Souvent, vous devrez également subir des examens psychométriques appliqués à tous les employés de la compagnie.

### **Vous désirez en savoir plus sur le travail en contentieux d'entreprise?**

Pour en savoir plus sur les défis et les caractéristiques du travail en contentieux d'entreprise, consultez le document du Barreau intitulé « Guide pratique de déontologie pour les avocats en entreprise » disponible au <https://www.barreau.qc.ca/media/1308/guide-avocat-entreprise.pdf>

Plusieurs associations regroupent les avocats œuvrant en contentieux d'entreprises, notamment l'Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises ([www.ccca-accje.org](http://www.ccca-accje.org)) et les comités des avocats œuvrant en entreprise du Barreau de Montréal et du Barreau de Québec. Ils proposent des activités de réseautage et offrent un espace réservé à la discussion sur les problématiques particulières entourant leur pratique.

## **LA MÉDIATION – CONTRIBUTER À L'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE**

Les méthodes alternatives de résolution des différends gagnent en popularité partout dans le monde. Les spécialistes louangent l'accès à la justice qu'offrent ces méthodes. Le travail des professionnels pratiquant dans ces domaines consiste à aider les parties au litige à trouver le terrain d'entente duquel ils tireront la plus grande satisfaction. Le médiateur devra donc souvent jeter un regard très humain sur ses dossiers, sachant que la meilleure solution ne résulte pas toujours en l'application stricte du droit.

Devenir médiateur est une option qui s'offre aux avocats et notaires. Les médiateurs pratiquent surtout en matières civile et commerciale, en matière familiale, pour le service franco-québécois de médiation et pour les petites créances. Le rôle du médiateur comprend l'aide aux parties en clarifiant la définition des enjeux et objets de la médiation, la réduction des obstacles à la communication, l'aide à l'identification des sources de problèmes, l'exploration de diverses avenues de solutions afin d'aider les parties à trouver une entente adaptée, l'aide aux parties dans l'évaluation des conséquences probables des différentes options envisagées et l'information aux parties des dispositions législatives applicables.

Pour plus d'informations sur comment devenir médiateur, veuillez consulter le [livre 3 : Les études supérieures et les ordres professionnels](#).

## **LES CARRIÈRES D'INTÉRÊT PUBLIC**

### **La fonction publique**

**Saviez-vous que la fonction publique du Canada était la plus efficace au monde en 2017 <sup>1</sup>?**

Plusieurs le disent, les conditions de travail et avantages qu'offrent la fonction publique font souvent d'elle le meilleur employeur pour bien des gens.

La fonction publique fédérale et provinciale offrent plusieurs possibilités d'emplois intéressants et bien rémunérés pour les juristes diplômés en droit. Bien que l'employeur par excellence pour les avocats au gouvernement soit le ministère de la Justice, une panoplie d'options sont possibles à ceux qui cherchent d'autres défis. Ces emplois ne nécessitent pas toujours que vous soyez membre du Barreau du Québec ni de la Chambre des notaires. Devenir juriste au sein de la fonction publique signifie travailler sur l'élaboration de politiques, faire de la rédaction législative, offrir des services de consultation et des conseils. Vous pourriez également travailler en droit fiscal et comme avocat plaidant pour représenter le procureur général du Canada, L'honorable David Lametti. Il existe une panoplie de carrières variées et stimulantes dans la fonction publique.

À titre d'exemple, les juristes au sein de la division des politiques légales seront amenés à travailler sur le développement des lois et règlements, ainsi que des politiques et programmes gouvernementaux liés

<sup>1</sup> <https://www.instituteforgovernment.org.uk/publications/international-civil-service-effectiveness-incise-index-2017>

## LA PROFESSION D'AVOCAT

au secteur économique, de la santé, de l'éducation et des sciences sociales. Il existe également des postes liés aux droits linguistiques qui s'avouent très intéressants pour les juristes au sein du Commissariat aux langues officielles. Certains juristes travaillent également chez Services publics et Approvisionnement Canada, d'autres travaillent chez Transport Canada, au Bureau de la concurrence Canada, à la Commission canadienne des droits de la personne, au Bureau du Conseil privé, etc. Bref, il existe plusieurs opportunités variées au sein du gouvernement canadien.

Nous retrouvons également des juristes qui occupent des postes dans le domaine de la négociation gouvernementale. Nous pouvons notamment penser aux négociateurs de traités avec d'autres pays au sein d'Affaires mondiales Canada ou encore aux négociateurs de traités autochtones aux Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (auparavant Affaires autochtones et du Nord).

### Comment accéder à un poste au sein de la fonction publique?

#### POUR LES ÉTUDIANTS EN DROIT

##### Au fédéral

Pour les étudiants à temps plein, le recrutement est géré spécifiquement par le Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETE). Les offres, conditions et critères d'admissibilité sont sur le site suivant : <https://www.canada.ca/fr/commission-fonction-publique/emplois/services/recrutement/etudiants/programme-federal-experience-travail-etudiant.html>

La campagne annuelle de recrutement se déroule du mois d'octobre à octobre de chaque année.

Une autre option est de participer au programme COOP offert aux étudiants en droit à l'Université d'Ottawa, ce qui vous donne la possibilité de faire deux stages au sein de la fonction publique.

##### Au provincial

En outre, il existe également des possibilités intéressantes au niveau provincial. La fonction publique provinciale offre des postes variés dans le domaine de la recherche, de la révision judiciaire ou bien dans divers services juridiques.

Le gouvernement de Québec engage des étudiant(e)s et des stagiaires tout au long de l'année. Pour avoir accès aux offres d'emploi, nous vous conseillons de vous créer un dossier personnel en vous rendant sur le site <http://www.carrieres.gouv.qc.ca/etudiants-et-stagiaires/>. Il est important de noter que votre candidature ne sera pas seulement prise en compte pour les emplois au sein du gouvernement, mais aussi par tout autre employeur ayant un compte sur ce site. Néanmoins, avec ses 60 000 emplois répartis dans une vingtaine de ministères et dans une centaine d'organismes, la fonction publique du Québec en a assurément un qui correspond à vos préférences.

<https://www.quebec.ca/ministeres-et-organismes/>

##### Municipal

Il y a aussi la possibilité de vous trouver un emploi directement au sein des villes et municipalités. Par exemple, en visitant le site <http://ottawa.ca/fr/hotel-de-ville/emplois-la-ville>, vous pouvez faire une recherche spécifique ou bien vous inscrire pour recevoir les offres d'emploi de la Ville d'Ottawa.

Vous pouvez également vérifier sur le site de votre municipalité ou les appeler concernant les possibilités d'emplois.

#### POUR LES PROFESSIONNELS

##### Au fédéral

Pour accéder à un poste au sein de la fonction publique fédérale, il faut d'abord créer un dossier d'emploi sur le site de la **Commission de la fonction publique fédérale** (<https://www.canada.ca/fr/services/emplois/opportunités/gouvernement.html>) pour vous inscrire au répertoire et participer aux campagnes de recrutement.

Gardez en tête que le processus de recrutement peut s'avérer long et que vous devez donc vous armer de patience. Il est parfois recommandé d'accepter un contrat temporaire dans l'optique de pouvoir obtenir un poste permanent. En plus, une formation additionnelle telle qu'une maîtrise en administration publique pourrait vous donner un avantage.

Également, le fait de participer à un programme de recrutement spécifique tel que le **Programme de leaders en politiques (RLP)** vous permettra de vous faire connaître au sein du gouvernement. Les dépôts de candidature pour ce programme ont lieu chaque automne. Votre diplôme en droit constitue certainement un atout. Pour plus d'informations, consultez le site suivant : <https://www.canada.ca/fr/commission-fonction-publique/services/outils-ressources-dotation-evaluation/specialistes-ressources-humaines-gestionnaires-embaucheurs/options-recrutement-gestionnaires/recrutement-diplomes-recrutement-general/programme-recrutement-leaders-politiques.html>

## LA PROFESSION D'AVOCAT

Si vous voulez essayer la technique de recherche d'emploi par dépôt de candidature spontanée vous pouvez consulter une liste complète des ministères, organismes et des sociétés d'État du gouvernement du Canada à l'adresse suivante: [www.canada.ca/fr/gouvernement/min.html](http://www.canada.ca/fr/gouvernement/min.html)

### Au provincial

Pour les emplois permanents au gouvernement provincial, le processus reste semblable. Les informations sur le site web du gouvernement du Québec sont très claires et accessibles, nous vous invitons donc à le visiter. <https://www.carrieres.gouv.qc.ca/comment-poser-sa-candidature/processus-dembauche/>

### Municipal

L'Union des municipalités représente les municipalités de toutes tailles dans toutes les régions du Québec. Vous pouvez consulter son site Internet pour toute sorte de postes généraux ainsi que les postes liés au domaine juridique tel que greffiers ou conseillers juridiques. Les intéressés peuvent également trouver des offres d'emplois directement sur les sites webs des municipalités. <https://umq.qc.ca/services/emplois/>

## QUESTIONS AU SUJET D'UNE CARRIÈRE DANS LA FONCTION PUBLIQUE?



*M<sup>e</sup> Lionel Levert*

Si vous avez des questions au sujet d'une carrière à la fonction publique, vous pouvez consulter M<sup>e</sup> Lionel Levert, ancien haut fonctionnaire du gouvernement du Canada (premier conseiller législatif), à la Section de droit civil. Il sera en mesure de vous donner des conseils.

Vous n'avez qu'à prendre rendez-vous avec M<sup>e</sup> Levert en envoyant un courriel à son adresse électronique [lionel.levert@uottawa.ca](mailto:lionel.levert@uottawa.ca) ou [lionel.levert@gmail.com](mailto:lionel.levert@gmail.com). Il confirmera le lieu de la rencontre par courriel.

Le CDP est également disponible pour vous offrir des conseils sur l'adaptation du contenu de votre CV aux divers systèmes de recrutement gouvernementaux. Pour en bénéficier,

veuillez prendre rendez-vous avec l'équipe du CDP en allant sur le site Web du CDP <https://droitcivil.uottawa.ca/fr/developpement-professionnel/centre-developpement-professionnel> et en cliquant sur demande de rendez-vous. Ou rendez-vous directement sur le site Setmore <https://my.setmore.com/bookingpage/0b16cd04-4273-44f1-962e-64eb4fda5adf> et choisissez le service que vous recherchez.



## TÉMOIGNAGE

## LA PROFESSION D'AVOCAT

*Annie Laflamme*

DIPLÔMÉE LL.L 2016,  
UNIVERSITÉ D'OTTAWA

AVOCATE AU MINISTÈRE DE LA  
JUSTICE DU CANADA

Après avoir terminé mon baccalauréat en droit civil à l'Université d'Ottawa et bravé les examens du Barreau du Québec, j'ai débuté une maîtrise en droit à l'Université de Montréal. Pendant ma scolarité, j'ai alors eu la chance de m'impliquer dans le projet de recherche ADAJ, axé sur des problématiques liées à l'accès à la justice. Cela m'a offert une belle perspective quant aux possibilités de carrière dans le monde universitaire et a été extrêmement enrichissant.

Par la suite, j'ai débuté mon stage au Ministère de la Justice du Canada à Montréal au sein de la direction du litige fiscal. J'ai entendu parler de cette opportunité de stage dans le cadre des diverses activités organisées par le BRQ, et notamment lors des visites des bureaux du Ministère de la Justice à Ottawa. J'ai alors appliqué lors du recrutement du Ministère de la justice affilié à la course aux stages.

Dès mes premières semaines au sein de mon milieu de travail, j'ai eu l'opportunité de travailler sur des projets stimulants et de prendre en charge mes propres dossiers. Mon expérience de stage a été très fructueuse. J'ai plaidé à la Cour

abondamment et développé de belles habiletés de litige, en plus de perfectionner mes connaissances en litige fiscal, civil et commercial dans le cadre de mandats de recherche et lors de la rédaction de procédures. Mon maître de stage a été impliqué et m'a accompagnée dans chaque étape du processus. C'était le meilleur des deux mondes : j'avais beaucoup de responsabilités et d'opportunités de travail, et je pouvais aussi compter sur le support de mes collègues. Je travaillais fort, mais j'étais capable de maintenir un style de vie raisonnable.

Si j'avais une recommandation à faire, c'est de chercher un plan de carrière qui vous allume et vous stimule sans baser ta décision sur des considérations monétaires. Peu importe le chemin emprunté, les gens passionnés de ce qu'ils font grandissent et cheminent dans leur carrière. Je recommanderais aussi de ne pas se sous-estimer (surtout si tu es une jeune femme!). Personnellement, j'avais tellement le « syndrome de l'imposteur » que si ce n'avait été d'une amie qui m'a poussée à appliquer au Ministère de la Justice, je ne l'aurais jamais fait. J'étais persuadée que je ne serais jamais embauchée, car plusieurs candidatures étaient meilleures que la mienne. Non seulement j'ai été choisie pour le stage, mais j'ai aussi été embauchée comme avocate par la suite. Croyez en vos capacités et faites ce que vous aimez, et vous aurez une super carrière! »

## UNE CARRIÈRE EN POLITIQUE

Nombreux sont les avocats à se lancer dans l'arène politique, on dit même que le droit et la politique sont les deux côtés d'une même médaille. En raison de leur formation, les juristes ont habituellement une longueur d'avance dans ce milieu. En politique, les avocats ont le pouvoir de mettre en valeur leurs talents oratoires. Leur connaissance du jargon juridique, des lois et des institutions est également un atout incomparable.

Il n'est pas étonnant que plusieurs juristes soient impliqués au sein de nos paliers gouvernementaux. Plusieurs avocats ont même atteint le titre de Premier Ministre du Canada : John Alexander Macdonald, Wilfrid Laurier, Mackenzie King, Pierre Trudeau, Jean Chrétien et Brian Mulroney.

Vous pouvez voir les opportunités de stages et d'emplois au Parlement dans le livre 4 : Outils de recherche de stages et d'emplois.



# TÉMOIGNAGE

## UNE CARRIÈRE EN POLITIQUE

*M<sup>e</sup> Benoit Pelletier*

PROFESSEUR TITULAIRE,  
UNIVERSITÉ D'OTTAWA,  
FACULTÉ DE DROIT – SECTION  
DE DROIT CIVIL

### EX-DÉPUTÉ ET MINISTRE

Benoît Pelletier a obtenu un baccalauréat en droit de l'Université Laval en 1981, une maîtrise en droit de l'Université d'Ottawa en 1989, un doctorat en droit de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) en 1996 et un doctorat en droit de l'Université Aix-Marseille en 2000. Il est membre du Barreau du Québec depuis 1982. Il s'est aussi vu décerner un doctorat honorifique par l'Université de Moncton en 2012. Il a d'abord travaillé comme avocat de litige et conseiller juridique au ministère de la Justice à Ottawa de 1983 à 1990, puis il est devenu professeur régulier à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa à compter de 1990. M<sup>e</sup> Pelletier a été doyen adjoint à cette faculté de 1996 à 1998.

Me Pelletier a été élu député pour le Parti libéral du Québec dans la circonscription de Chapleau en 1998, puis il a été réélu en 2003 et en 2007. De 2003 à 2008, il a assumé les fonctions de ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Réforme des institutions démocratiques, de la Francophonie canadienne, de l'Accès à l'information et de l'Accord sur le commerce intérieur. Il a aussi été

ministre de la région de l'Outaouais, ministre de la région du Nord-du-Québec et leader parlementaire adjoint du gouvernement.

Il a reçu maintes distinctions au cours de sa carrière, dont la Médaille du Barreau du Québec, soit la plus haute distinction décernée par cet ordre. Il est aussi membre de l'Ordre du Canada, officier dans l'Ordre national du Québec, membre à titre spécial de la Société royale du Canada et avocat émérite du Barreau du Québec.

### ME PELLETIER, POURQUOI AVOIR CHOISI INITIALEMENT LA PRATIQUE DU DROIT? ET ENSUITE, LA POLITIQUE?

« Mon désir de faire carrière en droit s'est précisé alors que j'avais neuf ans. Je ne peux prétendre avoir eu une réelle connaissance de ce qu'était le droit à cette époque, mais j'en avais à tout le moins une image, celle qu'on nous présentait à travers les médias. Quant à mon intérêt pour la politique, il est apparu pratiquement au même moment. À cette époque, mon père était conseiller municipal au conseil exécutif de la Ville de Québec. Ainsi, lors de sa première élection, en 1969, toute la famille fut rapidement plongée dans le monde de la politique. Étant le plus jeune, j'en suis resté marqué d'une façon tout à fait particulière. Jeune adulte, je suis donc entré à la Faculté de droit (de l'Université Laval) avec l'espoir de devenir un jour politicien! ».

### CROYEZ-VOUS QU'IL EST RÉELLEMENT POSSIBLE DE CHANGER LES CHOSES EN POLITIQUE?

« Oui, catégoriquement! Ce qui est fabuleux en politique, c'est cette capacité qu'on a d'avoir un impact positif et réel sur la société dans laquelle on vit. Cela est vrai, tant aujourd'hui qu'à l'époque où mon père était candidat. La question se pose parfois de savoir s'il est plus difficile de faire de la politique de nos jours qu'avant? Cela est probable. Avec l'avènement des médias sociaux, on constate que les critiques sont plus nombreuses et le cynisme, davantage manifeste qu'autrefois. Quoique la vie politique n'ait jamais été facile, force est d'admettre que les médias sociaux ont certainement complexifié la tâche. L'information continue a, elle aussi, rendu la politique plus difficile à faire aujourd'hui qu'il y a quelques années ».

### QUELLES ONT ÉTÉ VOS MOTIVATIONS À L'ÉPOQUE OÙ VOUS AVEZ CHOISI DE FAIRE LE SAUT EN POLITIQUE? ET CELLES-CI ONT ELLES CHANGÉ AU FIL DES ANS?

« Malgré l'intérêt que je portais pour la politique dès mon enfance, il faut savoir qu'entre l'âge de 18 et 38 ans, je n'ai touché d'aucune façon à ce domaine. Durant ces 20 années, je ne me suis impliqué dans aucun parti politique, ni participé à une aucune activité de nature politique.

Lorsque j'ai débuté mes activités au sein du parti libéral du Québec, on m'a rapidement demandé de rédiger le programme électoral du parti en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes. J'ai alors couché sur papier un certain nombre d'idées auxquelles j'adhère toujours aujourd'hui. Ce qui était ma conception des relations canadiennes à l'époque est restée la même jusqu'à ce jour. La pratique n'a fait que confirmer ces idées! ».

### COMMENT ÊTES-VOUS PARVENU À HARMONISER LA PRATIQUE DU DROIT AVEC LA POLITIQUE?

« Il faut dire qu'au moment de me lancer en politique, j'ai eu l'impression de mettre en péril une carrière de juriste déjà bien lancée. Je vivais un véritable dilemme sur le plan professionnel. J'en ai conclu qu'afin de favoriser la transition, il était nécessaire pour moi de garder un lien avec le droit. Cependant, le droit et la politique étant chacun des domaines très exigeants, il va sans dire que pratiquer les deux simultanément ne fut pas chose facile. D'autant plus qu'il fallait, en parallèle, concilier le tout avec la famille. C'est donc à raison de sacrifices et de nombreuses heures de travail que je suis parvenu à bâtir cette carrière à laquelle je consacre encore énormément de mon temps aujourd'hui ».

### SELON VOUS, POURQUOI Y A-T-IL AUTANT DE JURISTES EN POLITIQUE?

« Il y a certainement moins de juristes en politique aujourd'hui qu'à l'époque de mon père. La politique n'étant plus le monde réservé des juristes, il n'en reste pas moins que les juristes sont normalement appelés à développer des aptitudes en communication. Il n'est donc pas étonnant de constater l'engouement du juriste pour une carrière en politique, un milieu axé directement sur la communication publique. Puisque la politique se déroule en partie à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des communes (ou dans une autre assemblée législative), le rôle principal du politicien est d'être législateur. Forcément, si on aime les lois ou si on s'intéresse à celles-ci, il est normal de se sentir à l'aise dans une telle position ».

### QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE VOUS A APPORTÉ SUR LE PLAN PERSONNEL?

« L'impact de la politique fut positif, bien qu'il aurait très bien pu ne pas l'être. Je crois réellement que le facteur chance y est pour beaucoup. Il est donc insensé de s'attribuer tout le mérite de notre réussite, tout comme il est insensé de se sentir responsable du moindre échec. Nombreux sont les éléments qui façonnent une carrière politique. Il faut se faire confiance, rester terre-à-terre. Pour moi, les concours de circonstances y ont été pour beaucoup dans ma carrière jusqu'à ce jour. Il faut simplement

garder à l'esprit que le travail et la persévérance sont indispensables à la réussite, et ce, peu importe le secteur d'activités. »

### QUELS CONSEILS DONNERIEZ-VOUS À UN ÉTUDIANT QUI ASPIRE À UNE CARRIÈRE POLITIQUE?

« Tout d'abord, il faut savoir être patient. L'ambition de faire de la politique ne doit pas être dévorante au point de vouloir sauter certaines étapes. Il faut prendre le temps de se forger une personnalité et se laisser la chance d'acquérir une certaine maturité professionnelle. Pour ma part, le fait d'avoir pu bâtir une carrière de juriste stable durant une quinzaine d'années avant de plonger dans l'univers politique fut indéniablement à mon plus grand avantage. Il n'existe bien évidemment aucun parcours obligatoire et chaque passage en politique est unique. Je dirais qu'il faut demeurer prudent. En début de carrière, trop nombreux sont les jeunes politiciens qui sont utilisés comme de simples pions sur l'échiquier. C'est pourquoi je continue de croire qu'il est préférable d'acquérir un minimum d'expérience professionnelle avant de faire... le grand saut! »

Pour lire le témoignage de notre diplômée Catherine Audet, attaché de presse et conseillère en relations publiques, cliquez sur le lien suivant :

<https://www.dalamcgill.com/lawfullyuncommoninterviews/2019/3/15/catherine-audet-attache-de-presse-conseillere-en-relations-publique>

### UNE CARRIÈRE À LA MAGISTRATURE

Quand on pense à une carrière en droit, la première chose qui nous vient à l'esprit est souvent la figure de juge. Si vous envisagez ce parcours, vous trouverez ici des renseignements de base vous permettant d'atteindre cet objectif.

#### Quelles personnes sont aptes à exercer la fonction de juge?

Selon l'article 87 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* (L.R.Q., chapitre T-16) : Les juges sont nommés parmi les avocats ayant exercé leur profession pendant au moins 10 ans.

Ce critère vise à garantir que les candidats aient acquis une expérience juridique pertinente après l'obtention d'un diplôme d'admission au Barreau du Québec ou d'un certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat au Québec.

Dans la plupart des cas, les juges ont exercé la profession d'avocat pour plus de 10 ans dans un cabinet privé, dans le secteur public ou une combinaison d'expériences dans le secteur privé et public.

#### Procédure de sélection des juges

Le Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat, de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, prévoit que : Lorsqu'un juge doit être nommé, un concours sera mis en place en publiant dans le Journal du Barreau du Québec et sur le site Internet du ministère de la Justice un avis invitant les personnes intéressées à soumettre leur candidature.

Pour évaluer la candidature d'un candidat, le comité tient compte des critères suivants :

- 1° les compétences du candidat, comprenant :
  - a) ses qualités personnelles et intellectuelles, son intégrité, ses connaissances et son expérience générale;
  - b) le degré de ses connaissances juridiques et son expérience dans les domaines du droit dans lesquels il serait appelé à exercer ses fonctions;
  - c) sa capacité de jugement, sa perspicacité, sa pondération, sa capacité d'établir des priorités et de rendre une décision dans un délai raisonnable ainsi que la qualité de son expression;
- 2° la conception que le candidat se fait de la fonction de juge;
- 3° la motivation du candidat pour exercer cette fonction;
- 4° les expériences humaines, professionnelles, sociales et communautaires du candidat;
- 5° le degré de conscience du candidat à l'égard des réalités sociales;
- 6° la reconnaissance par la communauté juridique des qualités et des compétences du candidat.

Malgré, le fait qu'il ne soit pas possible de devenir juge à la sortie de Fauteux, il est tout de même utile de connaître ce processus pour mieux orienter votre carrière.

Un printemps sur deux, la faculté organise un souper avec des femmes juges en Ontario et au Québec. C'est une très belle occasion d'en apprendre plus sur le métier avec une vision féminine. Restez à l'affût pour connaître la date et savoir comment participer à ce merveilleux souper.

### Les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont des organisations qui ne relèvent ni de l'État ni d'une institution internationale quelconque et qui sont impliquées dans des projets humanitaires, médicaux et de bonne gouvernance. Les ONG sont habituellement définies comme étant des organisations ou des personnes morales à but non lucratif financées par des fonds privés. Les ONG évoluent dans divers domaines tels que les droits de l'homme, la lutte contre la faim, la lutte contre les maladies, l'économie mondiale ou encore la protection de la nature, et elles offrent une excellente opportunité de poursuivre une carrière d'intérêt public.

À titre d'exemple, Avocats sans frontières représente le modèle par excellence d'une ONG dont la mission est de soutenir la défense des droits des personnes les plus vulnérables dans les pays fragiles ou en crise, par le renforcement de l'accès à la justice et la représentation juridique. Cet organisme exige toutefois que vous soyez avocat de profession.

Il existe bon nombre d'ONG différents, voici une liste non exhaustive de différentes ONG reconnues par le gouvernement du Canada :

- » Amnistie internationale
- » Carrefour international
- » Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI)
- » Croix-Rouge
- » Human Rights Watch (en anglais)
- » Jeunesse Canada Monde (CWY)
- » Oxfam Canada
- » Oxfam-Québec
- » Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO)
- » Solidarité, Union, Coopération (SUCO)

## LA PROFESSION D'AVOCAT

- » Vision mondiale internationale (en anglais)
- » Youth Challenge International (YCI) (en anglais)

Pour plus de détails sur les différentes ONG internationales à Montréal, nous vous invitons à visiter le répertoire de Montréal International (MI) <http://www.montrealinternational.com/organisations-internationales/organisations-a-montreal/>. Vous pouvez également consulter le site Web de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (l'AQOCI) <http://www.aqoci.qc.ca> qui regroupe 64 organismes de 13 régions du Québec qui œuvrent, à l'étranger et localement, pour un développement durable et humain.

### LE DROIT INTERNATIONAL

Certains préféreront exercer la profession de juriste à l'échelle globale. En effet, le droit international sait attirer de nombreux juristes de par sa complexité et son évolution constante. La mondialisation et la multiplication des ententes internationales de toute nature contribuent également à l'essor de celui-ci.

La connaissance du droit international transmet des compétences utiles et importantes dans une grande variété de ressorts, tant au niveau national qu'international. Étant donné le rôle grandissant de ce droit, les perspectives d'emplois exigeant des compétences en droit international varient de la pratique traditionnelle du droit à l'engagement auprès d'organisations internationales ou dans le secteur de l'élaboration des politiques gouvernementales. Par exemple, il vous serait possible

de travailler pour des organismes aussi diversifiés que l'OTAN, la Cour internationale de justice ou la Banque mondiale.

Voici quelques exemples de possibilités d'emplois en droit international :

#### Les tribunaux internationaux :



Les tribunaux internationaux traduisent en justice ceux qui commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. On y pratique donc le droit international pénal, souvent dans un contexte très médiatisé. Les tribunaux internationaux traitent des sujets les plus graves faisant face à l'humanité, comme le génocide et la guerre civile.

Voici quelques tribunaux internationaux, ainsi que leurs adresses Web, pour votre consultation :

**Cour internationale de justice :** [www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies.

- » **Lieu :** La Cour a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas).
- » **Mission :** La mission de la Cour est de régler, conformément au droit international, les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et de donner des avis consultatifs sur les questions juridiques que peuvent lui poser les organes et les institutions

spécialisées de l'Organisation des Nations Unies autorisés à le faire.

- » **Composition :** La Cour se compose de quinze juges, qui sont élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle est assistée du Greffe, son organe administratif. Ses langues officielles sont le français et l'anglais.

**Cour pénale internationale :** [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

- » **Mission :** La Cour pénale internationale (CPI) mène des enquêtes et, le cas échéant, juge les personnes accusées des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale : génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crime d'agression.
- » **Lieu :** Siège : La Haye (Pays-Bas), mais a également 6 bureaux extérieurs : Kinshasa et Bunia (République démocratique du Congo, « RDC »); Kampala (Ouganda); Bangui (République centrafricaine); Nairobi (Kenya); Abidjan (Côte d'Ivoire).

Il existe plusieurs autres organes internationaux ayant comme mission la protection des droits de l'homme. Visitez leur site web pour en apprendre plus sur leur travail ainsi que sur les opportunités d'emplois et de stages.

- » Commission interaméricaine des droits de l'Homme : [www.oas.org/es/cidh/](http://www.oas.org/es/cidh/)
- » Cour interaméricaine des droits de l'Homme : [www.corteidh.or.cr](http://www.corteidh.or.cr)
- » Tribunal international du droit de la mer : [www.itlos.org](http://www.itlos.org)
- » Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie : [www.icty.org](http://www.icty.org)
- » Tribunal spécial pour le Sierra Leone : [www.rscsl.org/](http://www.rscsl.org/) et <http://www.trial-ch.org>

## LA PROFESSION D'AVOCAT

### Les tribunaux arbitraux :

L'arbitrage est un mode alternatif de résolution des conflits, où les parties choisissent la ou les personnes qui régleront le conflit et imposeront une décision. En droit international, plusieurs conventions veulent que l'arbitrage soit le premier mode de résolution des conflits. Les tribunaux arbitraux internationaux règlent donc les conflits entre les nations, les compagnies et autres justiciables de la scène internationale. L'arbitrage international est lui aussi un champ d'action en plein essor et présente plusieurs débouchés de carrière.

### Voici quelques tribunaux arbitraux internationaux ainsi que leurs adresses Web pour votre consultation :

- » Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements : <https://icsid.worldbank.org/en/Pages/about/default.aspx>
- » Chambre de commerce international : [www.iccwbo.org](http://www.iccwbo.org)
- » Instituts arbitraux de la Chambre de commerce de Stockholm : [www.sccinstitute.com](http://www.sccinstitute.com)
- » Tribunal arbitral du sport : <http://www.tas-cas.org/index.html>

### Les organisations internationales :

Les organisations internationales sont créées par des groupes de nations pour s'acquitter de tâches spécifiques à l'échelle mondiale. Elles ont donc un champ de compétence particulier, régi par leur règlement constitutif, à l'intérieur duquel elles opèrent. Les spécialistes du droit international sont appelés à travailler au sein des organisations internationales un peu comme les avocats qui travaillent dans les contentieux d'entreprises nationales. La doyenne sortante de notre Faculté, Mme Céline Lévesque, a d'ailleurs travaillé en début de carrière au sein de la Banque mondiale en droit international des affaires.

### Voici quelques organisations internationales pour votre consultation :

- » Banque mondiale : [www.banquemondiale.org/](http://www.banquemondiale.org/)
- » Commission des Nations Unies pour le droit commercial international : [www.uncitral.org](http://www.uncitral.org)
- » Organisation des Nations Unies : [www.un.org](http://www.un.org)
- » Organisation des États américains : [www.oas.org](http://www.oas.org)
- » Organisation du traité de l'Atlantique Nord : [www.nato.int](http://www.nato.int)
- » Organisation mondiale du commerce : [www.wto.org/indexfr.htm](http://www.wto.org/indexfr.htm)
- » Unicef : [www.unicef.org](http://www.unicef.org)

Veillez consulter le site Web d'Affaires mondiales Canada où ils publient une liste d'organisations internationales et d'autres bureaux établis au Canada en vertu de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales* <http://www.international.gc.ca/protocol-protocole/IO-OI.aspx?lang=fra>.

### Autres ressources uOttawa pour une carrière en droit international

Si une carrière en droit international vous intéresse, plusieurs cours sont donnés à la Section de droit civil, en voici quelques-uns :

- » Droit international humanitaire
- » Droit international des droits de la personne
- » Droit des réfugiés
- » Droit pénal international
- » Droit international de l'environnement
- » Et encore plus!

Renseignez-vous également sur le **concours de plaidoirie « Jessup » sur le droit international et l'attestation Uoglobal**. Ce sera une belle occasion pour vous de vous impliquer et de vous familiariser avec ce domaine. Ces informations se retrouvent dans le **livre 2 « Les années à la Licence »**.

D'autre part, le Centre de développement de carrière de l'Université d'Ottawa a établi un partenariat avec *My World Abroad* afin de permettre aux étudiants de bénéficier de leurs conseils pour voyager et travailler à l'étranger. Pour y avoir accès gratuitement, vous devez simplement visiter le site Web <http://myworldabroad.com/> et vous identifier avec

vos numéro d'étudiant uOttawa. La section spécialisée aux carrières en droit international (en anglais) est facilement accessible en suivant ce parcours: The Four Big Things/The Professions/Top Tips: International Law Careers.

### Voici les quatre choses importantes à connaître pour poursuivre une carrière en droit international :

- » **Qu'est-ce que le droit international public?** Brièvement, il s'agit d'un régime juridique distinct avec des règles découlant de traités et de principes généraux de droit international.
- » **Comprendre que le droit international public peut ouvrir de nombreuses portes :** gouvernement, ONG, entreprises multinationales, Cour internationale de justice, etc.
- » **La bonne école peut faire la différence :** il est important de choisir une prestigieuse école en droit international et qui offre plusieurs opportunités dans ce domaine.
- » **Continuez à construire vos connaissances internationales :** il est important de développer sa compréhension internationale et interculturelle le plus de façons possibles. Toutes les méthodes tel le bénévolat, la lecture, les voyages, etc. sont bonnes et à considérer.



*Julie Hotte*

### STAGE DU BARREAU À L'INTERNATIONAL, LL.L 2009

J'ai toujours voulu faire carrière dans le droit, car j'avais le profond désir de vouloir faire une différence dans le monde afin que les droits fondamentaux de tous et chacun puissent être respectés, que les plus opprimés soient entendus. Naturellement, le droit international pénal et humanitaire s'est vu le domaine idéal pour y parvenir.

Après ma licence en droit civil à l'Université d'Ottawa, j'ai complété le programme intensif du Barreau du Québec et j'ai ensuite rejoint le *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) en tant que stagiaire par l'entremise du programme de stages internationaux du Barreau du Québec. Le fait d'avoir participé au cours d'été en Droit International Humanitaire, de m'être impliqué dans le programme Pro Bono et des mini-cours d'enrichissement offert à l'Université d'Ottawa et d'avoir effectué un stage à l'étranger par l'entremise du programme *Étudiants Sans Frontières* lors du semestre intensif de janvier m'a beaucoup aidé à décrocher ce stage. J'ai par la suite travaillé pendant 4 années en Tanzanie au sein d'une équipe de la défense du *Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda* puis auprès de la Chambre de première instance et de ses juges internationaux à Phnom Penh au Cambodge pour la *Mission d'assistance des Nations Unies aux*

## TÉMOIGNAGE

*procès des Khmers rouges*. Puis, mon désir de vouloir contribuer à la phase prévention plutôt que réparation des conflits armés, m'a amené à postuler comme déléguée auprès du CICR. Depuis 2015, j'ai pu travailler dans trois contextes totalement différents mais tout aussi enrichissants, soit dans des lieux de détention à Madagascar, dans la brousse en République démocratique du Congo avec les groupes armés et près des lignes de front en Azerbaïdjan.

Œuvrant depuis 2010 au sein d'organisations internationales en droit international public, j'estime que le bilinguisme, l'esprit analytique, le travail sous pression, l'ouverture d'esprit et la flexibilité sont des qualités essentielles. De même, la négociation, l'argumentation orale et écrite, que j'ai obtenue grâce à mon parcours académique axé sur la pratique tant à la licence qu'au barreau, sont des incontournables. Mon conseil à ceux et celles qui aspirent à une carrière en droit international : il faut faire preuve de

persévérance, ne pas se décourager si le processus est extrêmement compétitif et plus ardu qu'escompté. N'oubliez pas que la pratique comme avocat au Canada est également pertinente et reconnue! L'important est de toujours garder son objectif en tête et ne pas avoir peur de s'investir. Par exemple, au moment d'accepter l'offre de stage du barreau au CICR, j'avais aussi eu une offre suivie d'un emploi permanent au sein d'un bureau d'aide juridique. Au final, même si le stage au CICR n'amenait pas à un emploi, je l'ai choisi. Après mon stage du Barreau du Québec, j'ai dû retourner sur les bancs d'écoles pour compléter une maîtrise en même temps que mon travail à temps complet. Au final, ces sacrifices et efforts ont rapportés. Chaque jour, je suis extrêmement reconnaissante de pouvoir réaliser cette carrière atypique qui me permet de contribuer à sauver des vies et assurer le respect de la dignité des civils en temps de conflits armés tout en voyageant dans des endroits tous aussi inusités les uns que les autres.



### UN PETIT PEU D'HISTOIRE

Le notariat, une institution de droit latin d'origine française comme notre droit civil, a été l'une des premières professions à s'établir en Nouvelle-France.

Les notaires, comme les avocats, ont des pouvoirs spéciaux conférés par l'État dès qu'ils accèdent à leur profession. Tandis que le pouvoir de l'avocat est de représenter les personnes en justice, le notaire est un officier public qui détient plutôt le pouvoir de créer des documents authentiques. Le contenu et les autres formalités du document rédigé par un notaire font foi de leur exactitude sans que l'on doive en faire la preuve. Les notaires conservent les documents à perpétuité afin d'en donner copie aux successeurs. Son rôle, bien que différent, est tout aussi essentiel à l'administration de la justice.

Le Québec est la seule province canadienne à reconnaître la profession de notaire comme étant distincte de celle d'avocat. Dans les provinces de Common law, on distingue plutôt entre les avocats plaidants (« barristers ») et les procureurs (« solicitors »), mais tous sont membres du Barreau de leur province.

Selon les statistiques tirées du site de la Chambre des notaires du Québec (<http://www.cnq.org/fr/devenir-notaire.html>), environ 3 800 notaires pratiquent au Québec à ce jour, dont presque 2 500 sont des femmes.

#### Quelques statistiques :

- » Il y a un peu plus de 3 800 notaires au Québec;
- » 63 % sont des femmes;
- » 73 % exercent au sein d'une étude notariale;
- » 27 % travaillent dans le secteur public ou au sein d'entreprises privées;
- » Le notariat québécois est membre de l'Union internationale du notariat qui compte quelque 85 pays membres.

#### Champs de pratique :

##### Traditionnellement :

- Droit commercial
- Droit familial
- Droit immobilier
- Droit successoral

##### Récemment, conseillers juridiques en :

- Droit aérien
- Droit agricole
- Droit des affaires
- Droit minier
- Droit municipal
- Environnement
- Médiation commerciale et l'arbitrage
- Médiation familiale
- Médiation successorale
- Planification financière et la fiscalité
- Procédures d'immigration

### Comment savoir si vous êtes fait pour le notariat?

Selon la Chambre des notaires, avoir la tête de l'emploi c'est:

- » Préférer la voie de la conciliation aux démêlés judiciaires;
- » Être capable de travailler sous pression;
- » Aimer lire et écrire;
- » Aimer argumenter et convaincre les gens;
- » Trouver des façons originales de régler les différends;
- » Avoir de l'intérêt pour les nouvelles technologies;
- » Savoir écouter;
- » Avoir une bonne capacité de concentration;
- » Rester calme dans les situations difficiles;
- » Avoir un intérêt pour l'actualité.

### Vous désirez en savoir plus sur la profession de notaire?

Pour plus de détails, veuillez consulter le site de la Chambre des notaires du Québec (<http://www.cnq.org>) et le site web de l'Association professionnelle des notaires du Québec (APNQ : <https://www.apnq.qc.ca/profil-apnq>)

Nous vous recommandons aussi de visiter le site de la maîtrise en droit notarial de l'Université d'Ottawa (<https://llmphd.uottawa.ca/fr/droit-notarial>).

Allez jeter un coup d'oeil au livre 3 sur les études supérieures et les ordres professionnels.

## TÉMOIGNAGE



*M<sup>e</sup> Nicolas Fraser*

LL.L. / LL.M.

À toi jeune juriste à la croisée des chemins,

Tu te questionnes quant à la meilleure voie à suivre afin d'avoir la carrière la plus stimulante possible. Tu te sens peut-être saisi par l'angoisse de prendre une décision aussi importante.

J'étais moi aussi aux prises avec la même réflexion que toi il y a cinq ans quand je terminais ma deuxième année de droit civil. Avocat ou Notaire? Je suis persuadé qu'il n'y a pas de mauvaise réponse à cette question, mais je dois dire que je ne regrette pas mon choix. À vrai dire, je n'y ai jamais repensé avant de m'asseoir pour écrire ceci.

La profession de notaire me permet d'être exactement le type de juriste que je voulais devenir. Dans ma pratique actuelle, une pratique traditionnelle, je joue le rôle du pilier juridique de la famille québécoise moderne. J'ai le plaisir d'assister aux plus beaux moments de la vie de mes clients. L'achat d'une propriété, l'union par les liens du mariage, le démarrage d'une entreprise et bien plus. J'ai aussi la responsabilité d'accompagner ces derniers dans des moments plus solennels ou difficiles, telle la planification de leur patrimoine (rédaction de testament, mandat de protection ou encore d'un contrat de mariage ou vie commune) et le règlement de la succession d'un être cher. La profession de notaire me permet d'avoir un impact important dans la vie de mes clients en les conseillant dans toutes ces situations afin qu'ils saisissent leurs droits, devoirs et recours.

En tant que jeune notaire, j'apprécie la versatilité ainsi que les opportunités nombreuses que m'offre la profession. Une étude de notaire peut prendre différentes formes. Alors que certains préféreront plutôt une carrière au sein d'un grand bureau, permettant au juriste de se spécialiser et de s'attaquer à des projets et dossiers d'envergure. La profession de notaire se prête particulièrement bien à la pratique solo ou en petits regroupements ce qui permet une expérience plus entrepreneuriale avec son lot de défis, mais qui permet d'atteindre un contrôle de sa carrière et une satisfaction sans pareil. Cette flexibilité, quoique non limitée au notariat, permet à chacun de s'investir en proportion de ses objectifs et permet aux professionnels d'avoir une bonne qualité de vie.

Dans la foulée du mouvement de déjudiciarisation des conflits et l'emphase sur les méthodes alternatives de règlement de différends marqué par le nouveau code de procédure civil entré en vigueur le 1<sup>er</sup> Janvier 2016, le notariat sera appelé à jouer un rôle de premier plan dans une sphère du monde juridique qui était autrefois réservé à l'avocat. Le futur juriste qui comme moi se sent stimulé par la négociation aurait intérêt à considérer le notariat comme une carrière potentielle. Le notaire est après tout un juriste d'entente et il joue un rôle actif dans la progression vers celle-ci.

Si tu aimerais en savoir davantage, n'hésite pas à communiquer avec moi il me fera plaisir de te partager mon expérience et mes impressions afin de t'éclairer dans cette décision.

Nicolas Fraser, notaire



## TÉMOIGNAGE

### *M<sup>e</sup> Stéphanie Bourassa*

NOTAIRE

**DIPLÔMÉE DE LA LICENCE EN DROIT (2016) ET DE LA MAÎTRISE EN DROIT NOTARIAL (2018) DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA**

Permettez-moi tout d'abord de remercier l'Université d'Ottawa pour avoir retenu ma candidature et d'avoir été admise au département de droit, afin que je réalise mon rêve que je convoite depuis mon enfance. J'en serai toujours reconnaissante.

Pendant ma licence en droit, j'étais déchirée entre deux options soit d'être avocate et de représenter une seule partie ou d'être notaire le juriste de l'entente représentant les deux parties. C'est à la fin de ma licence que j'ai eu une certaine prise de conscience qui m'a permis de comprendre que je désirais accompagner les gens au cours de leur vie à la place de les défendre dans des situations litigieuses.

Dès que j'ai été assermentée à la Chambre des notaires du Québec, j'ai ouvert mon cabinet et j'ai toujours la chance d'être assisté par M<sup>e</sup> Brossard un mentor d'expérience, afin d'offrir un service de qualité et d'expertise à ma clientèle.

Depuis le début de ma carrière, j'accorde une importance particulière à l'accessibilité des services juridiques

et à l'assistance légale aux citoyens. Ayant par ailleurs œuvré au sein de la clinique de droit notarial à Gatineau, c'est un cours qui est offert à la licence et qui m'a d'ailleurs aidé à faire mon choix dans le notariat. En effet, je crois que ça m'a permis de devenir une professionnelle humaine, déterminée, disponible et à l'écoute des besoins dont la clientèle que je dessers et leurs proches méritent.

Passionnée de droit et des gens, je démontre un intérêt marqué pour les secteurs du droit des personnes, du droit des affaires (commercial et corporatif), et du droit immobilier. Bref, je n'ai pas nécessairement une pratique traditionnelle. Je crois sincèrement, pour être à mon compte, qu'il y a une grande demande pour les services que j'offre dans le notariat.

Grâce à la grande variété de cours offerts à la licence, j'ai eu la chance d'apprendre plusieurs types de droits, ce qui apporte une approche différente professionnellement. Cette diversité au niveau de mes aptitudes et de mes compétences me permet d'ajouter à ma pratique, une optique plus large.

Également, j'ai le privilège d'être toujours accompagné lorsque j'ai des questions dans mes dossiers par M<sup>e</sup> Brian Robinson, avocat et enseignant à l'Université. D'ailleurs, il m'a transmis sa passion lorsque j'étais son étudiante à la licence et à la maîtrise en droit.

M<sup>e</sup> Kim Lambert, notaire et enseignante à la maîtrise, prend souvent le temps

de m'expliquer des principes ou des clauses que je n'ai jamais rédigées et ce encore même après mes études.

L'Université d'Ottawa finalement est une famille qui a comme valeur l'entraide, le respect et surtout mettre sur pied des juristes d'envergure.

En tant qu'entrepreneure à Montréal, je peux vous affirmer qu'il ne faut pas prendre nos choix par peur, mais bien avec notre cœur. Au Québec, il y a définitivement de la place pour des juristes avocats et notaires qui ont à cœur le bien-être de leurs concitoyens.

J'espère avoir l'occasion de vous rencontrer et de discuter davantage avec vous pour vous éclairer sur votre cheminement.

J'espère que vous allez avoir un parcours qui vous représente réellement!

Au plaisir,

M<sup>e</sup> Stéphanie Bourassa, notaire

Bureau : 2135, rue Bélanger, Montréal, Québec H2G 1C3

Téléphone : 514-439-9540, poste 234

Courriel : [s.bourassa@notarius.net](mailto:s.bourassa@notarius.net)

### LE PROFESSORAT

Les juristes qui deviennent professeurs héritent de la tâche fondamentale de former les juristes de l'avenir. Chaque jour, ils conditionnent l'esprit de centaines d'étudiants et contribuent régulièrement à l'immense corpus littéraire qu'est la doctrine juridique. À l'enseignement, la recherche et la rédaction s'ajoutent le reste de la vie communautaire au sein du monde académique. Pour ceux qui ont la piquûre, c'est un travail stimulant et satisfaisant. Selon M<sup>e</sup> Pierre Arcand, recruteur juridique, devenir un professeur est idéal pour un théoricien du droit qui aime jongler avec les concepts juridiques, leur historique et les conséquences des différents amendements qui sont proposés ou adoptés par la branche législative.

Rares sont les professeurs de droit qui n'ont pas réalisé d'études de deuxième cycle. Par contre, ceux qui auront choisi la pratique peuvent continuer à exercer le droit tout en enseignant, grâce à la modalité de chargé de cours. Revenir à son *alma mater* comme enseignant après quelques années de pratique est un parcours qui semble alléchant pour plusieurs.

Visionnez le vidéo sur la recherche de l'Université. Vous comprendrez davantage les multiples tâches de votre professeur. <https://www.youtube.com/watch?v=nNAG3cCTaz4>



*Pierre Foucher*

**PROFESSEUR TITULAIRE,  
UNIVERSITÉ D'OTTAWA, FACULTÉ  
DE DROIT – SECTION DE DROIT  
CIVIL**

Je suis venu au droit par défaut et à l'enseignement universitaire par surprise. Bien des disciplines m'intéressaient mais le droit m'offrait l'occasion d'approfondir des concepts fondamentaux, d'y intégrer des notions d'histoire, de science politique, d'administration publique et de philosophie notamment, tout en faisant une différence dans la société. J'ai détesté le droit privé mais adoré le droit public. La pratique du droit ne m'ayant pas attiré, je me suis inscrit à une maîtrise de droit administratif à Kingston, surtout en raison de la concentration de professeurs et professeures qualifiés et renommés. C'était pendant le premier référendum québécois, j'ai donc eu l'occasion de réfléchir aux grandes questions constitutionnelles posées par la démarche. Et c'est là que je suis venu à l'enseignement : une professeure étant tombée malade, on m'a offert de la remplacer. Quand je suis sorti de mon premier cours, je savais ce que je ferais dans la vie ! Mon expérience d'enseignement à Moncton était pleine de défis, avec une toute nouvelle et jeune faculté de common law en français, en Acadie. Tout était à faire. Nous l'avons fait. Quant à mon programme de recherche, ce sont les événements constitutionnels des décennies suivantes qui me l'ont fourni. Il en va de même en Ontario français. J'ai toujours senti qu'il était de mon devoir de citoyen et d'intellectuel de participer à la lutte des minorités francophones et acadiennes parmi lesquelles je vis et dont je partage la réalité.

Parmi les réalisations dont je suis le plus fier, je peux citer justement l'état de l'éducation en français hors-Québec. Mais je tire aussi une profonde satisfaction de voir évoluer mes anciennes étudiantes et mes anciens étudiants : dans toute la diversité de leur parcours, ils et elles transforment leur société grâce à la puissance du droit. J'ai aussi participé à cette transformation par mes interventions dans l'espace public et politique. Les colloques internationaux et les missions à l'étranger m'ont aussi permis de tisser un réseau de relations dans des pays que je n'imaginai même pas pouvoir visiter. Le Canada n'est certes pas le seul à devoir composer avec la diversité linguistique et culturelle !

Mais le monde change et le temps est venu de passer le flambeau. Le ou la juriste de demain devra maîtriser les technologies, être curieux, ouvert, connaître les disciplines connexes à son champ de pratique, développer ses réseaux et être mobile. Il est cependant des qualités qui ne changeront pas : l'honnêteté, le professionnalisme, la courtoisie, la créativité, la curiosité et beaucoup, beaucoup, beaucoup d'heures de lecture, de travail et de réflexion. Quant à la carrière universitaire, elle est idéale pour quiconque est plus attiré par l'aspect réflexif du droit ainsi que le goût d'expliquer, de communiquer, de transmettre.

Aux jeunes juristes qui commencent leur parcours, je rappellerai que le droit est une discipline ancienne. Toutes les sociétés humaines l'ont connu. Le monde virtuel, les algorithmes, les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle n'écarteront pas le besoin de droit des sociétés. L'apprendre, puis le pratiquer au service de causes qu'on aura choisies, est l'engagement d'une vie.

## LES CARRIÈRES CONNEXES AU DROIT

### L'enseignement du droit au niveau collégial

Pour ceux qui aimeraient mettre à profit leurs compétences d'orateur et transmettre leurs connaissances juridiques à la relève, enseigner des cours de droit au cégep comporte de nombreux avantages. En effet, la flexibilité dans les horaires est certainement une valeur ajoutée à cet emploi. De plus, le niveau de spécialisation requis est moins élevé que pour un professeur universitaire. L'enseignement au collège est donc plus accessible et offre une ambiance de travail plaisante et moins formelle. La charge de travail est également plus légère étant donné que les enseignants au cégep n'ont pas d'heures de recherche à effectuer. Contribuer à la formation des jeunes constitue un très beau défi.

### Les bibliothèques de droit

Nous avons tendance à oublier cette possibilité, mais il s'agit d'un domaine fort intéressant où beaucoup de défis vous attendent. Des postes sont disponibles dans les bibliothèques des facultés de droit, les bibliothèques des barreaux, les bibliothèques des cours de justice, les bibliothèques gouvernementales ou encore dans les bibliothèques des cabinets d'avocats. Il est aussi possible de travailler au Centre d'accès à l'information juridique et dans des compagnies offrant des services d'informations juridiques.

#### Les tâches des bibliothécaires en droit sont notamment :

- » De recommander l'achat de livres ou tout autre matériel pouvant contribuer à la collection de la bibliothèque;
- » De fournir des services de référence;
- » De préparer des bibliographies, index et guides pour faciliter la recherche;

- » De développer des systèmes d'accès aux collections;
- » De créer des outils pour permettre aux utilisateurs de faire de la recherche en ligne et ainsi se procurer les livres;
- » De diriger les séances d'informations et de formations ainsi que les visites guidées.

Un poste dans ce domaine requiert la plupart du temps une maîtrise en science de l'information. L'Université d'Ottawa offre d'ailleurs un très bon programme (<https://catalogue.uottawa.ca/fr/etudes-sup/maitrise-sciences-information-bilingue/>). Plusieurs autres universités au Canada offrent également cette option (Université Dalhousie, Université McGill, Université de la Colombie-Britannique, Université de Montréal, Université de l'Alberta, Université de Western Ontario, Université de Toronto).

De plus, vous pouvez participer au programme *New Law Librarians' Institute*, un programme intensif d'une semaine proposé par l'Association canadienne des bibliothèques de droit ([www.callacbd.ca/Accueil/~french](http://www.callacbd.ca/Accueil/~french)). Vous pouvez également consulter les outils offerts par les associations des bibliothèques de droit des villes de Toronto, Montréal et Vancouver.

#### Juristes traducteurs et réviseurs

Le droit est aussi un langage. Avec son vocabulaire précis et ces avocats qui ne cessent d'améliorer leur qualité d'orateur, les mots sont un grand outil pour la profession. Pour ceux qui ont fait la licence et sont toujours mordues par les lettres, des professions parfois oubliées, mais remplies de belles opportunités s'offrent à vous. Pour être un juriste traducteur et réviseur, il faut des connaissances avancées en langues étrangères ainsi que

d'excellentes habiletés de révision et de rédaction. Au Québec, depuis 1988 plus de 170 juristes sont regroupés à l'Association canadienne des juristes-traducteur (<https://acjt.ca/>).

#### Les champs de travail :

- » Secteur privé (cabinets d'avocats, entrepreneurs, etc.)
- » Secteur public (Bureau de la traduction (TPSGC), ministère de la Justice (Canada), Autorité des marchés financiers (Québec), Cour suprême du Canada)
- » Secteur parapublic (Centre de traduction et de documentation juridiques de l'Université d'Ottawa, Centre de traduction et de terminologie juridiques de l'Université de Moncton, etc.)

### Les carrières en droit dans les ordres professionnels – contribuer à la réglementation des professions

Comme vous le savez sans doute, bon nombre de professions sont réglementées par des ordres professionnels. Ils ont comme mission première de protéger le public. Étant donné que les ordres professionnels sont constitués en vertu du *Code des professions*, ils doivent répondre aux exigences de cette loi. Ils peuvent avoir des appellations différentes, par exemple un Collège (le Collège des médecins du Québec) ou un Barreau (Barreau du Québec). Ces ordres professionnels sont au nombre de 46 au Québec et plus de 385 000 membres sont réglementés, selon leur profession ([www.opq.gouv.qc.ca/ordres-professionnels/](http://www.opq.gouv.qc.ca/ordres-professionnels/)). Les pouvoirs de ces entités réglementaires sont notamment de contrôler la compétence et l'intégrité de ses membres, de surveiller l'exercice de la profession, de réglementer l'exercice et de gérer le processus disciplinaire.

Un bagage en droit est donc utile pour ces organisations, mais des études additionnelles ou une expertise reliée à la profession réglementée par l'ordre en question peuvent être un atout. Des offres d'emplois dans ce secteur peuvent être publiées sur le site Web de l'ordre en question. Pour en connaître davantage sur les ordres professionnels et ainsi élargir vos possibilités de carrière, consultez la liste au lien suivant : [www.opq.gouv.qc.ca/ordres-professionnels/liste-des-professions-selon-le-secteur-dactivite/](http://www.opq.gouv.qc.ca/ordres-professionnels/liste-des-professions-selon-le-secteur-dactivite/)

### Voici les ordres professionnels de la profession juridique :

L'ordre professionnel des avocats au Québec est le **Barreau du Québec**. Le Barreau publie souvent des offres d'emplois de niveau administratif, professionnel et de direction. Vous pouvez consulter ces offres sur leur site Web <https://www.barreau.qc.ca/fr/carrieres/>

Pour ce qui est du **Barreau de l'Ontario**, l'ordre professionnel des avocats et parajuristes en Ontario, ils retiennent périodiquement les services d'avocats externes pour soutenir leurs activités de réglementation, tel les enquêtes, les preuves et opinions d'expert et les poursuites en matière de discipline, ainsi que pour agir au nom du Barreau devant les tribunaux dans divers litiges. Le Barreau retient les services des praticiens qui ont de l'expérience dans le domaine de contentieux civil, du droit administratif, du droit réglementaire, du droit immobilier et dans d'autres domaines de pratique spécialisés. Leurs services peuvent également être retenus par le service des affaires juridiques du Barreau pour assister l'avocat général de l'organisation.

Au lieu d'afficher les offres disponibles,

ils désirent toujours recevoir par courriel des déclarations d'intérêt en vue de recruter des avocats et des avocates qui satisfont à leurs critères d'embauche. Le Barreau rémunérera l'avocat ou l'avocate externe selon un barème d'honoraires fixes, approuvé par le Conseil.

Courriel : [lawsociety@lso.ca](mailto:lawsociety@lso.ca)  
<https://lso.ca/comment-nous-joindre>

**La Chambre des notaires du Québec**, située en plein cœur du centre-ville de Montréal, dans un environnement des plus agréables, se démarque par son esprit novateur au point de constituer une source d'inspiration en matière de protection du public et de développement de la profession.

Différents types de postes sont affichés sporadiquement pour tous, parmi lesquels plusieurs sont destinés aux notaires. **La Chambre invite les notaires intéressés à rejoindre leur Ordre professionnel en posant leur candidature par l'entremise du formulaire Web accessible sur cette page.**



*M<sup>e</sup> Anna Klimala*

NOTAIRE

FORMATION PRÉADMISSION,  
DIRECTION SOUTIEN ET  
QUALITÉ DE LA PROFESSION,  
CNQ

<https://www.youtube.com/watch?v=bm1xbXCW51k>

Vidéo témoignage d'une notaire qui a un parcours non traditionnel.



Vidéos témoignages de deux avocates qui travaillent dans d'autres emplois au sein du CAIJ qui démontrent la variété d'options.

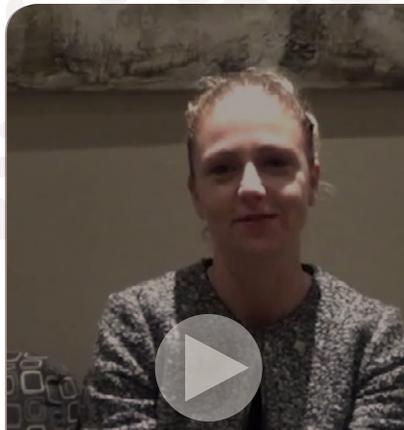
### Nouvelles opportunités d'emploi

Outre les carrières traditionnelles en droit, il existe de nouvelles formes d'emploi pour les détenteurs d'un diplôme en droit. Entre eux se trouvent des postes qui demandent de fortes connaissances juridiques et informatiques.

Les employeurs peuvent être les banques de données et moteurs de recherche juridique. Dans ce domaine on peut penser à des employeurs tels que SOQUIJ, le Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ), l'Institut canadien d'information juridique (CANLII), les entreprises Thompson Reuters et Westlaw, entre autres, ou même des compagnies privées qui développent des applications ou des sites web reliés au domaine juridique.

Ces types de postes sont généralement nommés "spécialiste en vulgarisation". Les tâches reliées à ceux-ci sont : la vulgarisation et la simplification des contenus dans différents domaines de droit (articles, guides d'utilisation, manuel d'aide, etc.), la création, la mise à jour et la révision des contenus juridiques, la mise à jour de l'actualité juridique et sociale ainsi que l'agglomération de l'information juridique.

Pour ces nouveaux emplois, il est fortement recommandé d'acquérir des connaissances en informatique.



*M<sup>e</sup> Catherine Wagner*

LL.B, LLM

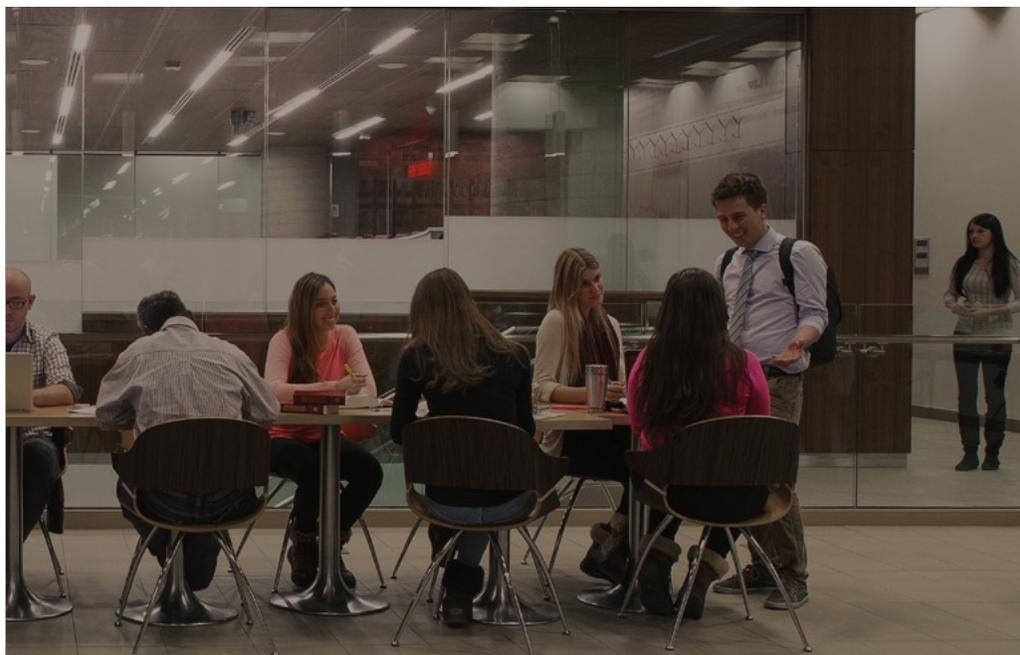
DÉVELOPPEMENT DES  
AFFAIRES - CENTRE D'ACCÈS  
À L'INFORMATION JURIDIQUE  
(CAIJ)



*M<sup>e</sup> Fotini Panayotopoulos*

AVOCATE

SPÉCIALISTE-RECHERCHE,  
FORMATION ET RELATION  
CLIENT - CENTRE D'ACCÈS À  
L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)



## LES CARRIÈRES LIÉES À UNE FORMATION EN DROIT

Il est très probable que le début de votre carrière soit orienté vers une pratique plus traditionnelle. Par contre, à un certain moment, il est possible que vous envisagiez une transition vers un domaine peu commun. Votre licence en droit pourrait, en effet, vous mener à vos rêves les plus fous! Chaque heure passée à pratiquer ou étudier le droit vous a permis d'acquérir des expériences et de développer des compétences très convoitées sur le marché du travail. Dans les lignes qui suivent, nous mettrons l'accent sur les options offertes aux étudiants en droit qui aspirent à une carrière qui sort des sentiers battus. Cette section du guide saura donc élargir vos horizons et pourra vous faire découvrir une multitude d'occasions d'emplois. Gardez-le précieusement à titre de future référence dans le but d'atteindre vos objectifs de carrière!

Voici une liste d'emplois pour les diplômés en droit qui prévoient réorienter leur carrière.

### Services bancaires et financiers

- » Administrateur de fiducie
- » Administrateur financier
- » Gestionnaire de risques financiers
- » Planificateur financier

### Gestion

- » Administrateur des cabinets
- » Analyste d'entreprise
- » Approvisionneur
- » Chef de projet
- » Conseiller en gestion
- » Directeur général d'un organisme à but non lucratif
- » Gestionnaire de société
- » Gestionnaire immobilier

### Éducation et administration dans le domaine de l'enseignement

- » Bibliothécaire en droit
- » Conférencier
- » Conseiller en orientation de carrière
- » Directeur des services de cheminement de carrière
- » Formateur dans le domaine para juridique
- » Instructeur dans le domaine de formation continue
- » Planificateur de conférence
- » Professeur de droit

### Rédaction et édition juridique

- » Éditeur
- » Écrivain de textes ou journaliste

### Gouvernement et politiques

- » Analyste des politiques
- » Conseiller politique
- » Lobbyiste
- » Rédacteur de discours

### Ressources humaines

- » Administrateur de contrat
- » Directeur de recrutement
- » Directeur de ressources humaines
- » Directeur des avantages sociaux
- » Négociateur de conventions
- » Responsable des avantages sociaux au sein d'une entreprise

### Autres

- » Agent de probation
- » Agent sportif
- » Conseiller d'entreprise en matière de protection des renseignements personnels
- » Consultant en immigration
- » Courtier d'assurances
- » Enquêteur
- » Ombudsman
- » Organisateur de campagnes de financement
- » Protecteur de consommateurs et consommatrices
- » Représentant commercial
- » Responsable de la conformité (ou de la déontologie) \*
- » Spécialiste en assurances et en planification successorale
- » Spécialiste en gestion des dossiers et des conflits d'intérêts
- » Vérificateur

Pour plus d'options, consultez le document en ligne : <https://www.cba.org/Publications-Resources/CBA-Practice-Link/Partnership-Toolkit/Is-this-for-me/Career-Alternatives-for-Lawyers>



## CONCLUSION

Comme vous avez pu le voir au travers de ces pages, la formation en droit vous offre des dizaines et des dizaines de possibilités. Parlez à des professionnels afin de connaître vos options et rassurez-vous, peu importe quels sont vos intérêts, il y aura toujours un moyen de les intégrer à votre pratique. Les prochains livres vous aideront à savoir comment accéder à ces professions. Les portes sont grandes ouvertes, la seule limite à votre carrière est vous, alors foncez!

Pour plus de témoignages des juristes qui ont choisis des carrières atypiques, cliquez sur le lien suivant : <https://www.dalamcgill.com/lawfullyuncommon/>

